

**PRESTATION DE SERVICE D'EXPERTS DANS LE CADRE DU
BELC ÉTÉ 2025**

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières (CCAP) commun à tous les lots**
Marché N°MAR25-15

Sommaire

1.	Objet du marché	4
2.	Conditions de la consultation	4
2.1.	Mode de passation de la consultation	4
2.2.	Forme du marché.....	4
2.3.	Multi attribution.....	4
2.4.	Modalité d'attribution des bons de commande	4
2.5.	Annulation des bons de commande	5
2.6.	Décomposition du marché	5
2.7.	Lieu principal d'exécution de prestation	5
2.8.	Description des prestations attendues.....	5
3.	Documents contractuels : pièces constitutives de l'accord-cadre	5
4.	Durée du marché et délai d'exécution des prestations	6
5.	Prestations similaires	6
6.	Obligations réciproques	6
6.1.	Obligations générales du Titulaire	6
6.2.	Obligations du Pouvoir adjudicateur	7
7.	Conditions financières.....	7
7.1.	Prix.....	7
7.2.	Factures	7
7.3.	Avance	8
7.4.	Acompte	9
7.5.	Délai Global de Paiement	9
7.6.	Conditions de paiement des prestations.....	10
8.	Vérification et réception des prestations	10
9.	Pénalités	10
9.1.	Pénalité pour travail dissimulé	10
9.2.	Autres pénalités	10
10.	Assurances	10
11.	Force majeure.....	11
12.	Défaillance	11
13.	Confidentialité et publicité	11
14.	Protection des données à caractère personnel.....	11
15.	Responsabilités du Titulaire	11
16.	Lutte contre la corruption et le trafic d'influence.....	12
17.	Conflit d'intérêt – Non-concurrence.....	12
18.	Sous-traitance.....	12
19.	Propriété intellectuelle.....	12
19.1.	Définitions.....	12
19.2.	Propriété des résultats	13
19.3.	Licence sur les Droits Préexistants	13

19.4.	Garanties.....	13
19.5.	Droits à l'image.....	14
20.	Modification.....	14
21.	Résiliation et cession	14
22.	Loi applicable – langue du marché	15
23.	Élection du domicile	15
24.	Attribution de compétence	15
25.	Dérogations au CCAG-PI.....	15

1. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché ayant pour objet la prestation de service d'experts dans le cadre du BELC été 2025.

2. Conditions de la consultation

2.1. Mode de passation de la consultation

Le présent contrat est soumis au Code de la commande publique français (CCP) dans sa version en vigueur issue de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

Il prend la forme d'un accord-cadre passé en application des articles R. 2162-2 à R. 2162-4 du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

2.2. Forme du marché

Cet accord-cadre est multi-attributaire à bons de commande.

Les accords-cadres sont attribués à plusieurs opérateurs, dans la limite d'un nombre maximum défini dans le tableau ci-après :

	Nombre maximum d'attributaires (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres)
Lot n°1	40
Lot n°2	6
Lot n°3	2
Lot n°4	2

Cet accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

2.3. Multi attribution

Les modalités d'attribution des bons de commandes sont les suivantes :

Pour chacun des lots, les bons de commande sont attribués dans l'ordre du classement des offres suite à leur analyse selon les critères définis dans le règlement de la consultation.

En cas d'égalité de classement, le bon de commande est attribué au titulaire ayant obtenu le plus grand nombre de points pour le total des critères 2 à 5 pour les lots 1, 3 et 4 et pour le total des critères 2 à 4 pour le lot 2.

2.4. Modalité d'attribution des bons de commande

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins à satisfaire pendant toute la durée de validité du marché.

La personne habilitée à émettre des bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire les bons de commande selon les différentes modalités suivantes :

- par courrier papier avec accusé de réception ;
- par courrier électronique.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi.

Les bons de commande sont valorisés à partir des tarifs contractuels, des conditions consenties, des quantités à livrer / exécuter et du régime fiscal applicable.

Il est précisé sur le bon de commande, ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché mentionnant explicitement son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;
- l'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la désignation précise et détaillée des prestations ;
- la date de livraison ;
- le montant total hors taxe et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA utilisé.

2.5. Annulation des bons de commande

Un bon de commande peut être annulé dans le cas où le nombre d'inscrits à une formation est insuffisant.

2.6. Décomposition du marché

Le marché est décomposé en 4 lots dont la description est la suivante :

Le montant minimum et maximum par lot et pour la durée du marché est le suivant :

Lot 1 : Animation des modules de formation : sans montant minimum – montant maximum : 90.000 €HT ;

Lot 2 : Animation des modules de formation « Examiner et corriger les épreuves du DELF-DALF : habilitation » : sans montant minimum – montant maximum : 11.000 €HT ;

Lot 3 : Animation d'un atelier artistique et organisation des soirées internationales : sans montant minimum – montant maximum : 19.000 €HT ;

Lot 4 : Animation de fresques : sans montant minimum – montant maximum : 1.100 €HT.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranche.

2.7. Lieu principal d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées en présentiel dans une ville de France métropolitaine (hors Île-de-France).

2.8. Description des prestations attendues

Les prestations attendues sont détaillées dans le CCTP.

3. Documents contractuels : pièces constitutives de l'accord-cadre

Les documents contractuels sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière pour chaque lot ;

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes commun à tous les lots ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles, arrêté du 30 mars 2021 consultable sur <http://www.legifrance.fr> ;
- L'offre technique du Titulaire et ses annexes éventuelles pour chaque lot ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, le cas échéant pour chaque lot.

En cas de contradiction entre les différents documents, le document de niveau supérieur prévaudra pour l'obligation en cause.

4. Durée du marché et délai d'exécution des prestations

Le marché prend effet à compter de sa date de notification au Titulaire pour chaque lot. Sa durée est de 8 mois à compter de la date de notification au titulaire pour chacun des lots.

5. Prestations similaires

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés de prestations similaires sans publicité, ni mise en concurrence préalables avec le Titulaire dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

6. Obligations réciproques

6.1. Obligations générales du Titulaire

Le Titulaire s'engage, au titre du présent marché à :

- Réaliser les Prestations dans les conditions et selon les modalités prévues dans le marché, selon les règles de l'art de la profession et dans le respect de la réglementation ;
- Mettre en œuvre les moyens techniques, logistiques et humains nécessaires à la parfaite réalisation des Prestations ;
- Maintenir une qualité de service conforme aux besoins de FEI ;
- Mettre en œuvre les prestations conformément à l'article 2 du CCTP.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations dans le respect des délais fixés par FEI.

Dès la notification, le Titulaire s'engage à désigner, pendant toute la durée du Contrat, comme interlocuteur de FEI, un représentant investi d'un plein pouvoir de décision pour l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à exécuter le marché de bonne foi.

En cas de manquement du Titulaire sur le contenu et/ou la forme des Prestations constaté par FEI, le Titulaire s'engage à modifier immédiatement et sans frais supplémentaire pour FEI la prestation concernée jusqu'à ce que celle-ci soit conforme. A défaut, FEI sera fondé à faire application de l'article 21 « Résiliation et cession » du présent CCAP .

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Pouvoir Adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- au redressement ou à la liquidation judiciaire ;

- à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur l'exécution du contrat.

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel au regard des Prestations confiées, s'engage à mettre en œuvre son expérience, son savoir-faire et, de manière générale, tous les moyens et toutes les actions nécessaires à la bonne réalisation des Prestations.

Le Titulaire est par ailleurs expressément tenu à une obligation de résultat en ce qui concerne notamment le respect des dates impératives, la conformité des prestations et des niveaux de service pour l'exécution des prestations, ainsi que pour la remise des livrables définis dans le présent marché.

Le Titulaire devra, lors de l'exécution des Prestations, se conformer strictement aux consignes et aux procédures de sécurité du Pouvoir Adjudicateur.

En cas de manquement, le Pouvoir Adjudicateur sera en droit de résoudre de plein droit le marché, sans préavis ni indemnité.

6.2. Obligations du Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à communiquer au Titulaire toute information et tout document dont il dispose, ou à lui en faciliter la consultation, si ces informations et documents sont nécessaires au Titulaire à la bonne réalisation de la prestation, à condition que ces derniers ne soient pas couverts par la confidentialité.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur s'oblige au paiement des prestations dans les conditions prévues à l'article 7 « Conditions financières » du présent CCAP.

7. Conditions financières

7.1. Prix

Le présent marché est conclu en euros.

Les prix sont ceux indiqués dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement pour chacun des lots.

Les prix sont réputés comprendre les frais afférents à la bonne exécution des prestations, et de façon générale, tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte par le Pouvoir adjudicateur.

Le Pouvoir adjudicateur assurera la gestion de l'ensemble des actions logistiques liées au projet pour les experts mobilisés comme la réservation des billets de train ou d'avion entre le lieu de résidence de l'expert et le lieu de formation. En cas de résidence hors de France métropolitaine, la prise en charge du transport s'effectuera au départ de la ville d'arrivée en France métropolitaine.

Il prendra également en charge les indemnités forfaitaires de mission (nuitée et repas journaliers), au montant fixe de 90 € ou 120 € (euros), selon les textes en vigueur, par nuitée passée sur le lieu de formation (incluant le petit-déjeuner), et de 20 € (euros) par repas (déjeuner et dîner).

Ces indemnités sont versés aux titulaires directement sur présentation de justificatifs (facture d'hébergement nominative et attestation sur l'honneur pour les frais de repas).

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

7.2. Factures

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Le Titulaire établit une facture détaillée rédigée en français portant impérativement le numéro du présent accord-cadre ainsi que les mentions légales et les indications suivantes :

- le numéro du marché et du lot ,

- les noms et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'Acte d'Engagement,
- les prestations effectuées et le numéro de lot,
- le montant Hors TVA des prestations effectuées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC des prestations effectuées,
- la date de la facture et l'indication de la période considérée.

La facturation dématérialisée ou électronique est obligatoire.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) **Mode portail**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e3s1/>

rubrique « nous contacter »

Dans le cadre de cette dématérialisation les factures seront transmises sur Chorus Pro et doivent comporter, en plus des indications ci-dessus, cumulativement et obligatoirement des informations transmises par France Education International en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'utilisation de la facturation électronique implique d'utiliser un système permettant de garantir l'authenticité de la facture, sa bonne lisibilité et l'intégrité de son contenu.

7.3. **Avance**

Une avance peut être versée dans les conditions définies par les articles R 2191-7 et R 2191-16 à R 2191-19 du code de la commande publique.

Une avance correspondant à 30% du montant d'un bon de commande est accordée au titulaire.

L'avance est déduite des montants des prestations sous-traitées faisant l'objet d'un paiement direct.

Conformément à l'article R. 2191-10 du code de la commande publique, l'avance est versée dans un délai de 30 jours à compter du commencement d'exécution des prestations.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire. Elle commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse

65 % du montant initial TTC de sa prestation déduction faite des montants des prestations sous-traitées faisant l'objet d'un paiement direct.

Le remboursement complet de l'avance doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché public.

7.4. Acompte

En application de l'article R2191-20 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Le Titulaire adresse au Pouvoir Adjudicateur une demande d'acompte indiquant les prestations effectuées et le montant concerné.

Le projet d'acompte établi par le Pouvoir Adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le Titulaire correspond au montant des sommes dues au Titulaire pour la période considérée. Il indique les points suivants :

1. Le nom et l'adresse du titulaire ;
2. Les références du marché (numéro, objet et date de notification) ;
3. Les prestations effectuées par celui-ci pour la période considérée ;
4. Le cas échéant, montant HT en prix de base de l'avance ;
5. L'incidence de la TVA ;
6. Le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance ;
7. Les pénalités éventuelles pour retard ainsi que toute autre pénalité ;
8. Le montant total de l'acompte à verser ;
9. Le récapitulatif des acomptes perçus.

Le Pouvoir Adjudicateur notifie au Titulaire l'état d'acompte, c'est à dire la demande d'acompte assortie des corrections et compléments faits par le représentant du Pouvoir Adjudicateur en application de ce qui précède. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture).

Paiements partiels définitifs/solde :

Chaque étape donne lieu à un paiement partiel définitif correspondant au solde, effectué après réception et validation finale de l'ensemble des prestations et livrables correspondants.

7.5. Délai Global de Paiement

FEI se libère des sommes dues en exécution du présent marché, par virement bancaire.

Le délai de règlement est fixé à 30 jours maximum, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, à compter de la date de réception de la demande de paiement (facture) du Titulaire par FEI. Conformément à l'article L2192-12 du code de la commande publique, tout retard de paiement entraînera le règlement au Titulaire de pénalités pour retard de paiement calculées selon les taux et conditions prévus par le code susvisé.

Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le Titulaire renonce à toute suspension des prestations en cas de retard de paiement par le Pouvoir adjudicateur.

Conformément à la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, les paiements effectués se feront obligatoirement dans une banque d'un pays de l'OCDE.

7.6. Conditions de paiement des prestations

Les prestations feront l'objet d'un paiement conformément aux dispositions des articles 3 et 4 du présent marché concernant les avances et les acomptes. Le paiement interviendra à réception des livrables prévus pour chaque étape.

8. Vérification et réception des prestations

Les opérations de vérification des prestations et des fournitures seront effectuées conformément au chapitre 6 du CCAG-PI.

9. Pénalités

9.1. Pénalité pour travail dissimulé

Une pénalité sera appliquée au titulaire qui ne se sera pas régulièrement acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à 8221-5 du code du travail 02 MP 2020-113-002 CCAP. Le montant de la pénalité sera égal au montant des amendes encourues en application des articles L.8224- 1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail. Ce montant, imputé à titre prévisionnel sur la base du montant estimé par l'acheteur au moment de la constatation de l'infraction, sera régularisé lorsqu'il sera établi de manière certaine. Son application est cumulable avec toute autre forme de pénalité, et le titulaire s'expose à la résiliation du marché, en application des dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG-PI.

9.2. Autres pénalités

L'article 14 du CCAG P.I. s'applique au présent marché.

Les pénalités commencent à courir, le lendemain du jour où le fait générateur se produit.

L'application des pénalités prend la forme d'un abattement sur le prix des prestations (réfaction sur facture ou facturation émise par le Pouvoir adjudicateur si la totalité des sommes dues au titre de l'accord-cadre a été réglée).

Le paiement des pénalités n'est pas libératoire et n'exonère pas le Titulaire de son obligation d'exécuter ses obligations contractuelles, sa responsabilité pouvant être recherchée en cas de manquement grave à ses obligations contractuelles.

Les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Dans le cas où le cumul des pénalités applicables serait supérieur à 20% du montant global en € HT cumulé des prestations commandées par bons de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues au présent CCAP.

10. Assurances

Chaque partie est responsable de tout dommage qu'elle pourrait causer à l'autre partie, à ses personnels et à ses biens, du fait de l'exécution du présent marché.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire

cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Chaque expert s'engage à informer l'assureur de son local d'habitation en cas de mission réalisée à son domicile. Les contrats collectifs, entre plusieurs experts, sont acceptés, sans que le pouvoir adjudicateur ne s'engage à en coordonner la signature et l'exécution.

11. Force majeure

Le titulaire ne sera pas responsable des conséquences de l'inexécution des prestations si celle-ci résulte d'un cas de force majeure reconnu comme tel.

12. Défaillance

Concernant l'exécution du présent marché, au cas où pour une cause quelconque à l'exception des cas de force majeure, le titulaire s'avérerait défaillant et viendrait à ne pas exécuter totalement ou partiellement les obligations et prestations lui incombant, il est formellement convenu que, dans un délai de 15 jours calendaires suivant la mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée par le pouvoir adjudicateur, ce dernier peut se substituer au titulaire défaillant.

13. Confidentialité et publicité

Chaque partie s'interdit de communiquer à des tiers les informations, procédés brevetés ou non brevetés, ou objet de reprographie ou de droit de propriété intellectuelle, identifiés comme étant confidentielles, qui lui auront été communiqués par une autre partie à l'occasion de l'exécution du présent marché et de les utiliser à d'autres fins que celles du présent marché sans l'autorisation écrite de l'autre partie.

Chaque partie reste propriétaire des droits d'auteur, brevet, marques et signes distinctifs protégés par le code de la propriété intellectuelle. Toute utilisation est interdite, notamment l'utilisation à des fins commerciales et la sous-traitance.

Le titulaire s'engage à faire passer toute correspondance par FEI, son seul interlocuteur.

Au cas où l'une des parties désirerait utiliser les références acquises dans le cadre de l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché à des fins publicitaires, la publicité (sous quelque forme qu'elle soit) doit obligatoirement faire mention du rôle et de l'apport de(s) l'autre(s) partie(s).

Les obligations au titre du présent article sont valables pendant toute la durée du présent marché et durant cinq (5) ans à compter de son achèvement.

14. Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données personnelles et notamment les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative « à l'informatique, aux fichiers et aux libertés » modifiée (ci-après « Loi Informatique et libertés ») ainsi que le règlement (UE) n°2016 /679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 dénommé Règlement Général sur la Protection des Données (ci-après « RGPD ») pour les traitements de données personnelles relatifs aux présentes.

15. Responsabilités du Titulaire

Le Titulaire s'engage à apporter tout le soin nécessaire à l'exécution des prestations conformément aux normes et standards en vigueur dans sa profession.

Respect de la législation sociale : le Titulaire certifie et atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés qualifiés et employés conformément aux articles L.3243-1 et suivants du Code de Travail et dans le respect des dispositions des articles L 8221-1et L 8221-2 du même Code.

Le Titulaire s'engage à fournir, avant la signature du marché, ainsi que tous les six mois, les justificatifs administratifs afférents.

16. Lutte contre la corruption et le trafic d'influence

Le Titulaire s'engage à respecter les lois et règlements qui lui sont applicables et, sur demande, à communiquer tout justificatif de la mise en place de toute procédure prescrite par les lois et règlements relatifs à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence qui lui sont applicables de même que toute autre information que le Pouvoir adjudicateur pourrait raisonnablement réclamer pour vérifier le respect de ces lois et règlements par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à coopérer pour les fins de toute enquête de l'Agence française anticorruption ou de toute autre autorité enquêtant sur des faits de corruption ou de trafic d'influence.

A la demande du Pouvoir adjudicateur, le Titulaire s'engage à remettre dans un délai de 5 jours suivant la notification de la demande, un questionnaire relatif à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence. Le Titulaire s'engage sur l'exactitude des informations contenue dans le questionnaire.

17. Conflit d'intérêt – Non-concurrence

Le Titulaire est conscient du risque possible de conflit d'intérêt entre ses différentes missions, y compris celles de ses préposés, mandataires, sous-traitants ou co-traitants, des sociétés se trouvant sous son contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, et de façon générale de tout partenaire commercial.

Le Titulaire aura l'obligation d'informer sans délai le Pouvoir adjudicateur des risques de conflit d'intérêt liés à la mission qu'il aura acceptée au titre des présentes.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent marché, de plein droit et sans indemnités à sa charge, lorsque le cas de conflit d'intérêt est porté à sa connaissance.

18. Sous-traitance

Le titulaire a la possibilité de sous-traiter une partie des prestations du marché sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et des articles L2193-1 à L2193-3 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique.

Le Titulaire doit au moment de la conclusion du présent marché et pendant toute la durée de son exécution, faire accepter chaque sous-traitant et agréer ses conditions de paiement par le Pouvoir adjudicateur.

Le Pouvoir adjudicateur ne sera en aucun cas lié juridiquement aux éventuels sous-traitant du Titulaire qui demeure en tout état de cause intégralement responsable vis-à-vis du Pouvoir adjudicateur des prestations réalisées par les éventuels sous-traitants ou des éventuels manquements de ceux-ci.

19. Propriété intellectuelle

Les dispositions des articles 32 à 35 du CCAP-PI s'appliquent au présent marché.

19.1. Définitions

La Cession prévue par le présent Article implique de définir les termes suivants :

- on entend par « Résultats » tout produit escompté de l'exécution du présent Marché qui est livré et qui fait l'objet d'une acceptation définitive de la part du pouvoir adjudicateur ;
- on entend par « Auteur » toute personne physique qui a contribué à la production du Résultat ;
- on entend par « Droits Préexistants » tout droit de propriété intellectuelle, y compris les technologies préexistantes détenues par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire ou tout tiers intéressé antérieurement à la commande dont l'exécution est prévue par les dispositions du présent Marché.

19.2. Propriété des résultats

La propriété des Résultats, la titularité des droits de Propriété intellectuelle et industrielle qui y sont rattachés et les solutions et informations techniques contenues dans ces derniers sont intégralement et irrévocablement transférées au pouvoir adjudicateur en vertu du présent Marché. La présente Cession ne recouvre que les droits d'auteurs dits patrimoniaux et ce, dans les conditions prévues à l'article 21 du présent Marché. Les droits d'auteurs dits moraux en sont exclus. Ces droits moraux recouvrent la divulgation, la paternité et le respect de l'intégrité des résultats vus en tant qu'œuvre au sens du Droit de la Propriété intellectuelle.

Les éléments susmentionnés sont réputés être cédés de manière effective au pouvoir adjudicateur après acceptation de sa part des résultats que lui a livrés le Titulaire.

Le paiement du prix versé au Titulaire est réputé inclure toutes les rémunérations qui lui sont dues au titre de l'acquisition de droits par le pouvoir adjudicateur, notamment toutes les formes d'exploitation des résultats. L'acquisition de ces droits est valable pour le monde entier.

Exploitation des résultats

En acquérant la propriété des résultats développés par le Titulaire, le pouvoir adjudicateur devient titulaire de l'ensemble des droits d'auteur dits patrimoniaux rattachés à ces derniers. A ce titre et sans que cette liste soit exhaustive, le pouvoir adjudicateur est susceptible d'exploiter ces résultats aux fins suivantes :

- exploitation à des fins internes :
 - communication auprès de son personnel
 - communication auprès des personnes et des organismes qui travaillent pour FEI ou collaborent avec elle, dont les contractants et sous-traitants (personnes morales ou physiques), les institutions, agences et organes de l'Union, les institutions des États membres
 - installation, chargement, traitement, arrangement, compilation, assemblage, extraction, copie, reproduction en tout ou en partie et en un nombre illimité d'exemplaires
- diffusion publique :
 - sous format papier, électronique ou numérique
 - sur internet sous la forme de fichiers, téléchargeables ou non
 - par affichage, radiodiffusion, télédiffusion ou toute autre technique de transmission
 - autre diffusion publique sous toute forme et par tout moyen
- modifications :
 - modification au niveau contenu, formel et technique
 - ajout de nouveaux éléments de contenu et de forme
 - adaptation par le biais de nouveaux supports
 - traduction en plusieurs langues
 - Numérisation et traitement informatique

19.3. Licence sur les Droits Préexistants

Le pouvoir adjudicateur n'acquiert pas la propriété des Droits Préexistants. Le Titulaire accorde au pouvoir adjudicateur une licence libre de redevance, non exclusive et irrévocable sur les Droits Préexistants, autorisant celui-ci à exploiter ces droits dans les termes prévus à l'article 19. Cette licence devient effective à compter de la livraison des Résultats par le Titulaire et de leur acceptation par le pouvoir adjudicateur. Lors de la livraison des Résultats, le Titulaire peut, au besoin, fournir au pouvoir adjudicateur une liste des Droits Préexistants et des droits de tiers, y compris ceux de son personnel, d'auteurs ou d'autres détenteurs de droits. La licence sur les droits préexistants octroyés au pouvoir adjudicateur au titre du présent Marché est valable pour le monde entier et pour toute la durée de la protection des droits de propriété intellectuelle.

19.4. Garanties

Lorsqu'il livre les résultats, le Titulaire garantit qu'ils sont libres de droits et de revendications de la part des auteurs et de tiers, y compris en ce qui concerne les droits préexistants, pour toutes les exploitations envisagées par le pouvoir adjudicateur.

A première demande de FEI, le Titulaire doit pouvoir démontrer par le bais de preuves tangibles et effectives la propriété ou les droits d'exploitation de tous les droits préexistants et droits de tiers énumérés, sauf en ce qui concerne les droits détenus par le pouvoir adjudicateur.

19.5. Droits à l'image

Si des personnes physiques reconnaissables sont représentées dans un résultat ou que leur voix est enregistrée, le Titulaire présente, à la demande du pouvoir adjudicateur, une déclaration dans laquelle ces personnes (ou celles investies de l'autorité parentale s'il s'agit de mineurs) autorisent l'exploitation prévue de leur image ou de leur voix. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux personnes dont la permission n'est pas exigée en vertu de la législation du pays où les photographies ont été prises, les films tournés ou les enregistrements sonores effectués.

20. Modification

Le présent CCAP ne pourra être modifié que par voie d'avenant signé par les Parties dans les conditions prévues à l'article R 2194-1 et suivants du code de la commande publique.

La nullité ou l'inapplicabilité de l'une de quelque stipulation du présent CCAP n'emportera pas nullité des autres stipulations qui conserveront toute leur force et leur portée.

Cependant, les Parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

21. Résiliation et cession

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG- PI s'appliquent.

En outre, FEI pourra prononcer la résiliation du marché pour faute du Titulaire :

- en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis par le Titulaire ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail ; ces pièces sont à produire 1 fois par an jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.
- en cas de défaut de production des attestations d'assurance ou en cas de renseignements inexacts.
- dans le cas de résiliation prévue à l'article 11 du présent CCAP.
- en cas de refus de paiement de pénalités.

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le Pouvoir Adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire.

S'il n'est pas possible au Pouvoir Adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le Pouvoir Adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge de ce dernier. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Dans le cas d'une résolution, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

Dans le cas d'une décision de résiliation pour motif d'intérêt général dans les conditions de l'article 33 du CCAG-PI, le pourcentage de l'indemnité de résiliation sera de 2%. Ce pourcentage sera appliqué sur le montant initial hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues.

Le Titulaire s'interdit de céder le présent marché sans l'accord exprès du Pouvoir adjudicateur, adressé par lettre recommandée avec avis de réception.

22. Loi applicable – langue du marché

Le présent accord-cadre est soumis à la loi française, quel que soit le lieu d'exécution des prestations. Tous les documents, factures, livrables seront rédigés ou traduits en langue française.

23. Élection du domicile

Pour l'exécution des présentes ainsi que de leurs suites, les Parties font respectivement élection de domicile en leurs sièges sociaux ou adresses indiqués en tête des présentes.

Toute modification du siège social ou de l'adresse de l'une des parties ne sera opposable à l'autre partie que sept jours après lui avoir été dûment notifiée.

24. Attribution de compétence

Tous les différends relatifs à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché relèveront de la compétence exclusive du tribunal administratif de Cergy-Pontoise et ce même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

25. Dérogations au CCAG-PI

En application de l'article R. 2112-3 du CCP et par dérogation aux articles 1 et 38 du CCAG-PI, les articles et dispositions dudit CCAG auxquels déroge le présent CCAP sont uniquement mentionnés dans les articles concernés.